

SHORT NEWS

Compétent et seul

(lc) - On écrit au woxx. Suite à l'article « Cercle du pouvoir » (woxx 1324) sur les listes, obtenues de haute lutte, des fonctionnaires siégeant dans les conseils d'administration, Daniel Miltgen, l'ancien chef du Fonds du logement, nous a fait parvenir ces lignes très éclaircissantes : « S'il est vrai qu'il arrive que des hauts fonctionnaires soient nommés dans des conseils d'administration de sociétés de droit privé et de droit public dans le seul but de rehausser leur rémunération pour honorer davantage la qualité impeccable de leur travail fournie au quotidien, d'autres sont nommés en fonction de leurs compétences dans le seul but de faire profiter la société en question de ces compétences. Je peux vous certifier que ma présence dans divers conseils d'administration au fil de ma carrière s'est toujours fondée sur mes seules compétences (...). »

Police : l'audit de la dernière chance ?

(lc) - Dur en ce moment pour la coalition de se bouger d'un iota sans déclencher des polémiques. Ainsi, même la présentation de l'audit sur la police grand-ducale, attribué dans des circonstances floues à la firme « Mindforest » (woxx 1309), était accompagnée d'une intervention du syndicat majoritaire chez les forces de l'ordre, la SNPGL - qui ne comprend pas pourquoi l'audit ne sera pas publié intégralement. Le ministre Étienne Schneider a tenté d'expliquer pourquoi il ne publiera pas l'intégralité de l'audit : pour garder la confidentialité des policiers ayant témoigné anonymement et pour éviter que des informations sur des brèches dans la sécurité intérieure ne tombent entre de fausses mains. Si le deuxième argument reste compréhensible, quoique inquiétant, le premier manque décidément de cohérence. Car Schneider a assuré en même temps que la direction de la police, tout comme les syndicalistes, pourra consulter le dossier intégral dans son ministère. Ainsi, s'il y a vraiment de la mauvaise volonté, tout reste possible. Quant aux réformes nécessaires, que Schneider a refusé de chiffrer, certaines des revendications du SNPGL ont été retenues, notamment en ce qui concerne une meilleure évaluation des carrières des inspecteurs. La direction de la police sera aussi réorganisée et l'inspection générale de la police (IGP) disparaîtra - enfin - de l'organigramme pour assurer son indépendance. Reste à espérer qu'il restera de l'argent de côté pour renforcer le service presse. Car après les fausses nouvelles émises sur une action du groupe « Richtung 22 » à la Philharmonie avant la fête nationale, il reste du pain sur la planche.

woxx@home

Nationalfeiertagszirkus

Wir sagen Nee zum Nationalfeiertag! Weil wir auf nationale Töne keine Lust haben, weil wir keine Anhänger des Nationalstaats, aber schon gar nicht des Zelebrierens von nationalem Hokuspokus sind. Weil wir keine Militärparaden mögen, vielleicht auch, um nicht hinterher so geschmacklose Titel wie „Großer Aufmarsch“ texten zu müssen. Weil wir nicht wie andere Medien über Hutmoden, Dresscodes oder über pathetisch-peinliche Augenblicke schreiben wollen. Vielleicht aber auch, weil wir keine Floskeln mögen und keine Beschwörungsformeln, wie die, dass es in Luxemburg einen Zusammenhalt gibt. Nein, wir sind sogar so naiv und wollen daran glauben. Stolz wollen wir dann darauf aber doch nicht sein. Worauf auch? Hat der Ausgang des Referendums nicht gezeigt, dass es gerade an dem allseits beschworenen Zusammenhalt in diesem Land ganz gewaltig hapert?

AKTUELL

GREENPEACE

Feux de position

Raymond Klein

Après la présentation du programme de la présidence, voici que Greenpeace expose ses attentes.

Que peut-on attendre de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne ? En théorie beaucoup, en pratique peu, a constaté Greenpeace lors d'une conférence de presse le 22 juin. Et pour mettre en évidence la faiblesse des politiques environnementales européennes, l'ONG publie des appréciations sur l'état des dossiers les plus importants à l'aide de feux de signalisation. Trois feux rouges, quatre feux orange, l'évaluation des positions européennes n'est pas flatteuse. Quant au Luxembourg, il n'est pas beaucoup mieux noté, avec juste un feu vert, cinq orange et un rouge.

Bien entendu, le sujet prioritaire de cette seconde moitié de 2015 est la conférence de Paris, où un accord sur la protection du climat doit être conclu (woxx 1324). Une priorité pour Greenpeace, mais pas pour le gouvernement luxembourgeois, a constaté Martina Holbach, car ce point n'apparaît qu'à la fin du programme de travail de la présidence. Greenpeace suggère notamment que l'UE introduise un objectif de réduction des émissions de CO₂ pour 2025 en plus de celui pour 2030, jugé trop lointain et trop peu ambitieux. Enfin, l'ONG critique le peu de cohérence entre la nouvelle Union de l'énergie et les politiques en faveur des énergies propres.

Après les feux orange pour le climat et l'énergie, l'UE comme le Luxembourg écopent d'un feu rouge pour leur attitude en matière d'accords de libre-échange. En effet, il est prévu de ratifier l'accord Ceta avec le Canada, alors que Greenpeace estime qu'il faut d'abord clarifier la question de l'arbitrage des différends investisseur-État (ISDS). Dans le cadre du TTIP, cette question est actuellement très controversée (woxx 1323). Autre feu rouge, celui dû à la nouvelle proposition de la Commission européenne en matière d'autorisation des organismes génétiquement modifiés (OGM). « La proposition de Jean-Claude Juncker nous a déçus par rapport aux promesses qu'il avait faites », a constaté Jorgo Riss, directeur de la cellule européenne de Greenpeace. C'est sur ce point que le Luxembourg décroche son unique

feu vert - cela fait en effet de longues années que l'ensemble des responsables politiques se bat contre les OGM.

Sur deux autres dossiers, Greenpeace estime que la position du Luxembourg n'est pas très claire : feux orange. Il s'agit des quotas de pêche - sujet exotique dans un pays où les poissons s'attrapent à la ligne plutôt qu'au filet - et de la « better regulation ». Cette dernière initiative de la Commission Juncker pourrait conduire à un affaiblissement du pouvoir du Parlement européen et du Conseil. Greenpeace y voit un danger pour les législations environnementales : feu rouge pour l'Europe.

Laisser-faire ?

Enfin, lors de la conférence de presse, le sujet des pesticides a valu un feu orange au Luxembourg comme à l'Europe. En effet, les deux acteurs n'avaient pas réagi de façon conséquente à la nouvelle que le glyphosate avait été classé comme « probablement cancérigène ». Entre-temps, les chaînes de distribution Cactus et Hela ont retiré le Roundup, à base de glyphosate, de la vente - un succès pour Greenpeace. Le gouvernement a « salué l'initiative » des commerces, mais ne s'est pas prononcé sur une interdiction au niveau européen. Le fait qu'il s'en remette au bon vouloir des commerçants ne devrait en tout cas pas suffire pour faire passer le feu au vert. Notons que, lors de la conférence de presse, Greenpeace même a été interpellée sur sa position modérée. Jorgo Riss a précisé que, en attendant la confirmation des études sur le glyphosate, l'ONG ne pouvait se baser que sur le principe de précaution et se contentait de demander une interdiction de certains usages seulement.

Autre point sur lequel Greenpeace s'expose aux critiques : concernant le climat, elle insiste beaucoup sur les objectifs relatifs au carbone, mais peu sur le financement du développement vert. Or, la question de la justice climatique est considérée comme essentielle aussi bien par les pays en voie de développement que par de larges franges de la société civile. Les responsables de Greenpeace devraient peut-être étudier la récente encyclique sur l'environnement (woxx 1324), afin d'éviter d'apparaître comme « moins progressistes que le pape ».